



## L'histoire du temps présent

## Mutations, défis, gestes symboliques et recettes miracles

De Denis Scuto

C'est en 1983 que j'ai décidé d'apprendre les règles de l'orthographe luxembourgeoise. Je ne me rappelle plus vraiment pourquoi.

Sans doute parce que je travaillais cette année-là, après mon bac, comme instituteur suppléant qui se devait d'avoir des notions d'orthographe et de grammaire luxembourgeoises. Peut-être aussi pour écrire dans une langue correcte mes lettres ou poèmes d'amour, que je rédigeais en luxembourgeois, français ou allemand. Ou encore parce que l'intérêt pour la langue luxembourgeoise était tout simplement dans l'air du temps (et y est resté depuis d'ailleurs). Pour l'apprendre, je pouvais m'appuyer sur un manuel scolaire que j'avais gardé. Un manuel pourtant peu utilisé à l'école primaire ou au lycée: „Lëtzebuergesch an der Schoul“. Une sélection de poèmes et de textes de lecture d'écrivains luxembourgeois y était rassemblée, mais étonnamment à la fin une annexe intitulée: „Wéi ee lëtzebuergesch schreift“.

Comme les autres, j'ai vu, à partir des années 1980, le luxembourgeois changer de statut. Qualifié auparavant de dialecte par les linguistes luxembourgeois eux-mêmes, le luxembourgeois fut élevé au rang de langue nationale, légalement en 1984, dans la littérature avec les premiers romans écrits en luxembourgeois par de jeunes écrivains et écrivaines dont personne ne figurait encore dans mon manuel de 1974, dans les médias par la multiplication de radios privées de langue luxembourgeoise dans les années 1980, puis la télé quotidienne en luxembourgeois dans les années 1990, aujourd'hui comme langue véhiculaire omniprésente sur le web et dans la communication téléphonique écrite. Jusqu'aux changements de gestes quotidiens comme la possibilité de choisir la langue luxembourgeoise au bancomat.

## L'envol du luxembourgeois

Il s'agit d'un long chemin quand je repense à un épisode auquel j'ai assisté en 1985 au Centre universitaire. J'étais tout surpris d'entendre le président du Centre universitaire et le président de l'Institut universitaire international de l'époque, tous les deux des Luxembourgeois, discuter entre eux en français. Dans la tradition du 19<sup>e</sup> et du 20<sup>e</sup> siècle, où le pouvoir des élites à Luxembourg se basait sur la maîtrise du français. Une tradition ancrée dans le paysage linguistique d'un pays qui était plurilingue depuis des siècles.

Depuis les années 1980, le pays a connu d'autres profondes mutations. Les usines p.ex. ont fermé les unes après les autres. Mon père fut intégré dans la Division anti-crisis (DAC) et muté à Dudelange après la fermeture de l'usine de Terre rouge à Esch en 1977, puis à Belval, après la fermeture de Dudelange en 1986. Un de ses fils commençait au même moment sa carrière à la banque, la place financière pre-



Foto: Tageblatt-Archiv/Isabella Finzi

nant la place de la sidérurgie comme moteur de l'économie luxembourgeoise. S'apercevant un jour, alors qu'il se levait à cinq heures du matin pour aller au boulot, que j'avais étudié toute la nuit (non pas à cause de l'abondance de la matière à apprendre, mais plutôt parce que je m'y étais mis trop tard), mon père me disait encore en 1985, avec tout le sérieux du monde, si je n'avais pas intérêt à venir travailler à l'usine.

Il n'avait pas encore réalisé que l'environnement économique était en train de changer complètement et que l'usine n'était plus, comme avant, le meilleur des choix professionnels possibles. Le secteur des services occupait à l'époque déjà plus de 60% de la population active contre un peu plus de 30% pour l'industrie. Aujourd'hui, le rapport est de 85% à 15%.

Mes parents et leurs enfants ont eu la chance que l'économie nationale, grâce surtout au dynamisme du secteur des services, a profité d'une croissance exceptionnelle, de 1985 à 2007, une croissance annuelle de 5,3%, plus du double de la moyenne des pays de l'Union européenne. Après les „Trente Glorieuses“ (1945-1975) et la crise sidérurgique (1975-1985), le pays a connu une phase que les économistes désignent par „Les Vingt Splendides“. La croissance fut interrompue par la crise de 2007, de 2008 à 2012, et est repartie depuis.

Grâce, notamment à des syndicats puissants, aux tendances sociales au sein des partis politiques et à un modèle de négocia-

tion néocorporatiste entre gouvernement, patronat et salariat, cette croissance s'est traduite par une augmentation des revenus, des pensions et des prestations sociales. Le revenu médian disponible des ménages au Luxembourg est le plus élevé en Europe avec 42.467 euros (statistiques de 2010). Mon salaire est complètement différent de celui de 1989 où j'ai débuté comme enseignant. Aujourd'hui, le salaire le plus élevé est perçu dans l'enseignement avec 76.898 euros, suivi des secteurs des activités financières et assurance avec 65.269 euros et de l'administration publique avec 61.829 euros, contre un salaire de 44.884 euros dans les secteurs de la santé et de l'action sociale et de 26.234 euros dans l'hébergement et la restauration. En prenant en compte les salaires selon l'occupation, les directeurs, cadres de direction et gérants ont un salaire médian (100.860 euros par an) quatre fois supérieur à celui des employés non qualifiés (24.939 euros). En considérant la nationalité, les travailleurs de nationalité luxembourgeoise ont le salaire médian le plus élevé avec 54.875 euros, suivis des travailleurs belges (46.358 euros), allemands (40.264 euros), français (39.038 euros), alors qu'en bas de l'échelle on trouve les ressortissants des pays tiers (35.003 euros) et les travailleurs portugais (30.273 euros).

Parallèlement à cette augmentation de revenus sur la longue durée, la pauvreté et les inégalités se sont néanmoins également accrues depuis 1995.

Cette croissance fut rendue

possible parce que le monde politique et le monde économique ont mené une politique d'emploi misant sur l'immigration, sur les frontaliers et les femmes, sur la croissance de la population résidente et de la population active. Si nous ajoutons aux 580.000 habitants les 180.000 frontaliers, la population présente en journée aujourd'hui dans le pays a doublé depuis 1990. Cette politique est accompagnée d'un discours positif dans le monde politique et économique sur l'immigration, un discours qui souligne la contribution importante des immigrés à l'économie, à la démographie, à la société et à la culture au Luxembourg.

## Mutations sociales et emploi des langues

Pourquoi ce résumé rapide de 30 ans d'histoire sociale et économique du Grand-Duché? Pour une raison simple. Quand j'entends les discours identitaires et les crispations autour de l'usage des langues et la place du luxembourgeois, je crois qu'il est important d'intégrer ses questionnements dans un tableau d'ensemble des mutations économiques et sociales. Que le pays, en se transformant profondément, a évidemment vu l'emploi des langues se transformer également. Les mutations du marché de travail, contribuant directement à la prospérité relativement élevée de la population, ont contribué en même temps et logiquement, lorsqu'on tient compte de l'évo-

lution de la composition de la population active, à faire du français la langue la plus connue parmi les résidents et les actifs. Dans le trilinguisme inscrit dans l'histoire du pays, luxembourgeois, français, allemand, ce sont les deux premières langues qui ont le plus progressé durant les trente dernières années. Une quatrième est venue s'ajouter comme *lingua franca*, l'anglais. Des hommes et des femmes amènent avec eux non seulement leur force de travail, ils transforment par l'emploi de leur langue aussi l'identité langagière du pays.

Pourquoi rappeler les années 1980? Parce que je n'aurais jamais imaginé que, trente ans plus tard, se propagerait, autour de la langue luxembourgeoise, une vision d'un Luxembourg qui n'a jamais existé dans le passé, qui n'est pas le Luxembourg d'aujourd'hui et ne se développera pas non plus à l'avenir: la vision d'un pays monolingue ou d'un pays où tout le monde maîtriserait le luxembourgeois.

Je tente de résumer certains aspects de cette évolution, car le rôle de la langue luxembourgeoise et le modèle de croissance économique sont étroitement liés, qu'ils font partie d'un tout, que l'emploi des langues ne peut être dissocié des réalités socioéconomiques, qu'on ne peut le découper comme un morceau d'un beau gâteau à déguster à part.

Dans cette évolution d'ensemble, des gestes symboliques comme la proclamation de la langue luxembourgeoise comme première langue officielle – proposition qui est d'ailleurs jugée irréaliste et irréalisable par tous les partis politiques – n'apportent pas de réponses aux défis qui se posent. Une politique identitaire des langues ne peut pas remplacer une politique linguistique volontariste et ouvertement énoncée qui renforce à la fois le plurilinguisme et la place du luxembourgeois dans ce plurilinguisme. Une politique à l'école, sur le lieu de travail, dans la société qui tente p.ex. d'améliorer la connaissance et la maîtrise des trois langues administratives du pays tant chez les luxembourgeois que chez les francophones, les germanophones ou les romanophones. Ou encore qui contribue à développer une attitude positive à l'égard des langues en général. Mais ces défis sont, je l'avoue, difficiles à relever et les recettes miracles n'existent pas.

Voilà pourquoi des projets politiques tenant compte des réalités et défis linguistiques complexes et non seulement des désirs des uns et des malaises ou frustrations des autres, ont peu de chances de récolter des voix aux élections et encore moins des signatures à une pétition.



Lauschtert och dem Denis Scuto sai Feuilleton op Radio 100,7, all Donnesch-

deg um 9.25 Auer (Rediffusion 19.20) oder am Audioarchiv op [www.100komma7.lu](http://www.100komma7.lu).